

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Pouvoir adjudicateur

Université de Haute-Alsace
2, rue des Frères Lumière
68 093 MULHOUSE cedex

Objet du marché

Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 3. DELAIS ET MODALITES D'EXECUTION	5
ARTICLE 4. RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	9
ARTICLE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 6. PRIX ET ACTUALISATION.....	12
ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	14
ARTICLE 8. AUTRES DISPOSITIONS	17
ARTICLE 9. RESILIATION.....	17
ARTICLE 10. CESSION - NANTISSEMENT.....	18
ARTICLE 11. COMPTABLE ASSIGNATAIRE	18
ARTICLE 12. VALIDITE DES OFFRES	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 13. DISPOSITION D'ORDRE GENERAL	18
ARTICLE 14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	18

Dans la suite du présent document, le pouvoir adjudicateur est désigné "l'Université"

ARTICLE PREMIER. DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet

L'Université de Haute-Alsace accueille du personnel et du public. La propreté des locaux doit être assurée en toutes circonstances, de manière à offrir aux usagers un lieu agréable et entretenu.

Le présent marché a pour objet l'exécution des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux de l'Université.

Le marché comprend deux types de prestations distinctes :

- les prestations récurrentes et régulières de nettoyage, identiques pour l'ensemble des sites de l'Université et définies par type de locaux, ayant pour but de maintenir l'hygiène et la propreté des bâtiments et d'assurer la mise en place de consommables ;
- les prestations complémentaires de nettoyage, qui comportent des prestations exceptionnelles, ponctuelles ou isolées.

Les prestations du présent marché seront effectuées avec obligation de résultat.

Les exigences techniques relatives à l'exécution de ces prestations sont fixées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.

1-2. Forme du contrat

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert européen régi par les articles R.2161-1, R.2161-3-2°, R.2161-4 et R.2161-5 du Code de la Commande Publique.

La consultation donnera lieu à des marchés traités à prix mixtes :

- Les prestations récurrentes et régulières seront traitées à prix global et forfaitaire. Ces prestations seront rémunérées selon la DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire).
- Les prestations complémentaires seront traitées à prix unitaires. Ces prestations seront rémunérées selon le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Pour la partie relative aux prestations complémentaires le marché prend la forme d'un accord-cadre qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux articles R.2162-2-2° et R.2162-4-3° du Code de la Commande Publique.

Les montants susceptibles d'être commandés au cours d'une période contractuelle sont les suivants :

Montant minimum : 5 000 € HT annuel/Montant maximum 50 000 € HT annuel.

Ces montants seront identiques en cas de reconduction de marché.

Le titulaire s'engage à transmettre un devis dans un délai de 48 heures à compter de la demande. Un bon de commande sera envoyé au titulaire pour chaque prestation ponctuelle.

Les bons de commande seront établis sur la base des prix unitaires figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

1-3. Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 03 novembre 2025. Il pourra être reconduit tacitement trois fois, par période successive d'un an, sans que le délai maximum du marché ne puisse excéder quatre ans.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le marché. Il en informe alors le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant la date anniversaire.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

1-4. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

L'allotissement rendrait l'exécution des prestations plus difficile en terme d'organisation. Un prestataire unique facilite les échanges avec les différents gestionnaires de bâtiments.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables au marché de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le Mémoire technique de l'offre remis par le candidat ;
- Les Plans de prévention (un par site) ;
- Les devis du titulaire
- Les Bons de commande.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 7 du présent CCAP.

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de nettoyage ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 3. DELAIS ET MODALITES D'EXECUTION

3-1. Délais d'exécution

3-1-1. Délais d'exécution relatifs à la partie forfaitaire

Les prestations récurrentes et régulières de nettoyage s'exécutent obligatoirement durant la période ouvrée d'activité définie comme suit : du lundi au vendredi (hors jours fériés), de 5h00 à 21h00, hors mention particulière sur la DPGF.

Les prestations forfaitaires seront exécutées selon les fréquences définies par l'Université dans l'annexe 1 au CCTP.

3-1-2. Délais d'exécution relatifs à la partie à bons de commande

Les délais d'exécution des prestations complémentaires de nettoyage, y compris le nettoyage des surfaces vitrées, sont fixés à chaque bon de commande selon les stipulations des pièces du marché.

Conformément aux articles 13.1.2 et 13.2.1 du CCAG-FCS du 30 mars 2021, le délai d'exécution des prestations commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande et s'achève à la date d'achèvement des prestations.

Les activités de nettoyage par bâtiment (prestations régulières et prestations complémentaires) seront programmées conjointement en tenant compte, d'une part des spécificités du site (conditions d'accès, horaires particuliers, ...), et d'autre part de l'occupation des locaux, de manière à ne gêner ni les cours, ni le travail des personnels. De ce fait, les prestations de nettoyage profond à faible fréquence seront prioritairement programmées pendant les heures creuses de fréquentation.

En cas de retard d'exécution des prestations objet du présent marché, des pénalités de retard pourront être appliquées au titulaire, conformément aux stipulations de l'article 8-2 du présent CCAP.

Les bons de commandes émis avant la date de reconduction du marché pourront s'exécuter au plus tard le 31 décembre de l'année en cours.

3-1-3. Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

3-1-4. Exécution complémentaire

Lorsque le montant des prestations atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par l'acheteur, conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

3-1-5. Sous-traitance

Le bénéficiaire du marché de service peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de ses prestations à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement pour toute sous-traitance à partir de 600€ TTC.

3-2. Lieux d'exécution des prestations

Les prestations pourront avoir lieu dans les différents bâtiments de l'Université de Haute Alsace, sur les campus de Mulhouse et de Colmar.

Les bâtiments de l'Université concernés au démarrage du marché sont listés et détaillés dans la DPGF.

3-3. Accès aux bâtiments

L'accès aux locaux de l'Université se fera selon les conditions décrites au CCTP du présent marché.

CCAP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Marché de nettoyage des locaux	Page n° 5/18
------	--	--------------

3-4. Comportement du personnel

Le prestataire veille à ce que son personnel respecte les dispositions du règlement intérieur de l'Université et de chaque composante, et de toutes les règles particulières qui pourront lui être imposées.

Le prestataire est responsable de la discipline, du respect des consignes et de la réglementation par ses employés.

3-5. Confidentialité

Le prestataire qui, à l'occasion de l'exécution des prestations, a connaissance d'informations ou de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur. L'utilisateur ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'il a lui-même rendus publics.

Le cas échéant, le prestataire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à eux pour l'exécution des prestations. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance du prestataire ou, le cas échéant, de ses sous-traitants.

3-6. Développement durable – Clause sociale d'insertion obligatoire

L'Université de Haute-Alsace est engagée dans une démarche écoresponsable et certifiée ISO 50001. Le personnel du titulaire s'inscrira naturellement dans la démarche de l'Université. Il veillera, notamment à avoir un comportement raisonné en ce qui concerna la gestion de l'énergie (éclairage, utilisation d'appareil électrique, ...) et de l'utilisation de l'eau.

Clause sociale d'insertion obligatoire

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

L'Université de Haute-Alsace, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le Titulaire s'engage à promouvoir, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché, l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion dans les conditions précisées dans le présent article

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour non-conformité au CCAP.

3-6-1 l'engagement d'insertion

En application de l'article L.2112-2 du code de la Commande Publique, l'entreprise attributaire s'engage à mettre en œuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Le Titulaire s'engage ainsi à réaliser, au minimum, le nombre d'heures d'insertion ci-dessous durant la durée du chantier, nombre d'heures également mentionné

CCAP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Marché de nettoyage des locaux	Page n° 6/18
------	--	--------------

dans l'acte d'engagement.

Désignation des prestations	Montant HT	Nombre d'heures d'insertion à réaliser
Prestations issues régulières issues de la DPGF	475 000,00	840 h soit 210h/an

3-6-2 le dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, L'Université de Haute-Alsace a mis en place un dispositif d'accompagnement et d'assistance aux entreprises.

Les entreprises attributaires doivent prendre contact avec :

HAUT-RHIN Clauses Sociales

MEF 68

9 avenue Konrad Adenauer

68390 SAUSHEIM

E-mail : clauses@mef-mulhouse.fr

3-6-3 les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées. Leur éligibilité doit être validée **en amont**, dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises, par la facilitatrice de MEF 68.

Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont les suivants :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage);
- les publics reconnus travailleurs handicapés, en recherche d'emploi, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), ou d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Ecole de la 2ème chance »
- Les personnes de plus de 50 ans, inscrites au Pôle emploi

- Les personnes qui résident en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV)

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, de CAP Emploi, ..., être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

3-6-4 les modalités de mise en oeuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ou une entreprise adaptée
- 2ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché
- 3ème modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire)

Dès notification du marché, le Titulaire devra prendre contact avec la facilitatrice afin de définir les modalités d'application de la clause d'insertion et le profil du ou des bénéficiaires.

3-6-5 le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le Titulaire s'est engagé.

A la demande de **L'Université de Haute-Alsace ou de la facilitatrice**, le Titulaire fournit dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, attestation sur l'honneur...).

L'absence ou le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application de pénalités prévue à l'article 7.2 du présent CCAP.

Le Titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, la facilitatrice étudiera avec le Titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du Titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

3-7. Clause de réexamen

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation du titulaire. Le cas échéant, des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les conditions financières du titulaire pourront être mises à jour par voie d'avenant, notamment en cas de nécessité de rajouter des positions. Le nombre de positions supplémentaires ne pourra pas excéder 100% du

nombre des positions initialement prévues. De plus, les modifications de contrat de ce type ne pourront survenir qu'une fois par trimestre.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale. Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une clause d'évolution des prix par avenant. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues aux contrats dans leur niveau de qualité ou de prix.

Si, au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une solution technique alternative notamment liée à l'innovation en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition du titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 4. RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4-1. Responsabilité du titulaire

Pendant toute la durée d'exécution des prestations prévues au marché, le titulaire est responsable de la bonne exécution des obligations mises à sa charge par le marché.

4-2. Incidents

Le titulaire doit signaler par écrit à l'Université les incidents constatés, ainsi que les incidents prévisibles dès qu'il peut les déceler, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention de l'Université et la non-exécution des travaux nécessaires à leur prévention.

4-3. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande

4-4. Obligations du titulaire

Le présent marché est un contrat à obligation de résultat au niveau duquel le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et décrits dans son offre pour l'obtention du résultat défini dans le CCTP. Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations et s'engage à informer de manière exhaustive chacun de ses agents des tâches qu'il doit accomplir.

En tout état de cause, le titulaire est tenu notamment de :

- Mettre à disposition un personnel expérimenté et qualifié pour les tâches prévues au CCTP ;

CCAP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Marché de nettoyage des locaux	Page n° 9/18
------	--	--------------

- Participer aux réunions et contrôles contradictoires des prestations prévues au CCTP ;
- Respecter la législation en vigueur ;
- Respecter les consignes données et propres à chaque bâtiment ;
- Respecter les obligations de discrétion et de confidentialité ;
- Respecter l'obligation de discipline.

4-5. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail – Protection de l'environnement

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le marché et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure de justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Dans le cadre de l'article L.8222-6 du Code du travail, une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera égal, au plus, à 10% du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le contractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée et ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

4-6. Personnel employé

Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire s'engage à fournir la liste des noms de ses employés susceptibles d'intervenir sur site en précisant pour chacun leurs domaines de compétences et leurs compétences spécifiques dont les habilitations ou accréditations. Il s'engage également à fournir l'ensemble de ces accréditations et habilitations nominatives à jour sous un délai de 15 jours calendaires. Il s'assure en outre que les employés missionnés ont les compétences nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à fournir les informations mises à jour dès qu'un changement a lieu en cours de contrat (changement de personnels, renouvellement de formation, etc.).

ARTICLE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

5-1. Vérifications

La prestation de nettoyage comprend le contrôle et le suivi par le titulaire de la réalisation des prestations. A cet effet, le titulaire mettra en place les modalités de contrôle qualité qu'il aura détaillées dans son offre.

Les opérations de vérification sont effectuées conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS du 30 mars 2021 par le gestionnaire du bâtiment ou son représentant.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS. Toutefois, par dérogation à l'article 28.2, le pouvoir adjudicateur dispose de 30 jours à compter du dernier jour du mois d'exécution des prestations pour notifier sa décision.

Lors des contrôles contradictoires, les défauts ou manquements constatés sont consignés sur les fiches de contrôle (ou autre moyen technique) dont il est fait mention au CCTP.

En outre, le gestionnaire du bâtiment ou son représentant procédera à des opérations de vérification quotidiennes, lesquelles seront, par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, effectuées hors présence du titulaire.

Les manquements constatés seront notifiés au titulaire par écrit, soit via l'adresse mail du titulaire, soit via tout autre moyen technique de suivi de gestion des non-conformités sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre de services.

La notification des manquements au titulaire vaut invitation à présenter ses observations au sens des articles 25.3 et 25.4 du CCAG-FCS.

5-2. Décision après vérifications

A l'issue des opérations de vérification, le représentant du pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS du 30 mars 2021.

En cas d'ajournement au sens de l'article 30.2 du CCAG-FCS, tout défaut ou manquement consigné par écrit sur les fiches de contrôle, ou via l'adresse mail, ou tout autre moyen technique de suivi de gestion, devra faire l'objet de la réponse demandée par l'administration. Ainsi, sous réserve qu'une mise au point de la prestation ait un sens au vu de la périodicité de la tâche, le titulaire a l'obligation d'exécuter les prestations attendues dans le délai imparti, lequel, par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, est fixé par l'administration.

Toute décision définitive de rejet ou d'admission avec réfaction des prestations est notifiée au titulaire par courrier électronique adressé dans un délai maximum de 30 jours à compter du dernier jour du mois d'exécution des prestations.

Conformément à l'article 30.4.2 du CCAG-FCS, en cas de rejet partiel ou total des prestations, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché. Le cas échéant, le délai imparti au titulaire pour la mise en conformité des prestations rejetées est déterminé d'un commun accord entre les parties. En cas de désaccord, la décision du pouvoir adjudicateur fait foi.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, l'admission des prestations sera formalisée par l'acceptation de la facture présentée par le titulaire, la date d'acceptation valant date d'effet de la réception. Par principe, cette acceptation emporte la validation du respect des délais d'exécution du bon de

CCAP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Marché de nettoyage des locaux	Page n° 11/18
------	--	---------------

commande. Toutefois, en cas de franchissement desdits délais, la facture sera validée mais les pénalités visées à l'article 7.2 du présent CCAP pourront être appliquées.

5-3. Réfections

En cas d'admission avec réfaction, le montant de la réfaction est déterminé selon la formule suivante :

- pour la partie forfaitaire du marché :

$$R = \frac{P \times S}{F}$$

dans laquelle :

- R est le montant de la réfaction
- P est le prix mensuel moyen au m² du bâtiment concerné
- S est la surface du local concerné
- F est la fréquence mensuelle de nettoyage du local concerné.

- pour la partie à bons de commande du marché :

La réfaction correspond au montant des prestations inexécutées ou mal exécutées.

ARTICLE 6. PRIX ET ACTUALISATION

6-1. Caractéristiques des prix

Les marchés sont à prix mixtes.

Ci-dessous les codes services des composantes pour le paiement des prestations sur CHORUS PRO :

Code Service	Composante	Contact
901	FST	Martine ANNINO
902	FLSH	Claire IPARRAGUIRRE
903	IUT MULHOUSE	Bakhta GHALEM
907	FSESJ	Doris EINSETLER
908	SERFA	Sandra DILLENSEGER
910	UHA BS	Farida KAPP
912	ENSCMu	Rebecca MEYER
913	CFAU	Christine HATSCH
916	ENSISA	Stéphanie RENGIER
923	IUT COLMAR	Stéphanie SEILLER
925	LC	Chantal LOCK
930	DGPI	Annie KUBLER

6-1-1 – Prix applicables à la partie forfaitaire du marché

Les prestations récurrentes et régulières relatives à la partie forfaitaire du marché sont réglées par application d'un prix global forfaitaire annuel.

Le prix global forfaitaire annuel est mentionné en euros HT sur la DPGF applicable au bâtiment correspondant.

Les prestations de nettoyage relatives à la partie forfaitaire du marché sont payables mensuellement, à terme échu.

Un bon de commande annuel par site sera envoyé en début d'année au titulaire.

6-1-2 – Prix applicables à la partie à bons de commande

Les prestations complémentaires de nettoyage, y compris le nettoyage des surfaces vitrées, sont réglées par application de prix unitaires.

Les prix unitaires sont mentionnés en euros HT au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du marché et sont appliqués aux quantités réellement exécutées et acceptées.

Les prestations complémentaires nécessitant la présence d'un agent pour une heure ou plus (pour un besoin d'un colloque universitaire, une manifestation, un séminaire, etc.) sont rémunérées sur la base des coûts horaires correspondants indiqués dans le BPU relatif aux prestations complémentaires et surfaces vitrées.

Les autres prestations complémentaires sont rémunérées sur la base des prix du BPU indiqués au m² par type de locaux pour chaque type de prestation.

Le nettoyage des surfaces vitrées est rémunéré sur la base des coûts horaires correspondants et de ceux des équipements mentionnés au BPU.

La liste des prestations complémentaires mentionnées sur le BPU n'est pas exhaustive et pourra évoluer en cours d'exécution du marché.

Cette partie du marché est à bons de commande avec un montant *minimum* et un *montant maximum*, conformément à l'article R.2162-4 – 1° du Code de la Commande Publique.

Les bons de commande pourront être émis par l'ensemble des services et composantes de l'Université, au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande seront notifiés après production d'un devis établi par le titulaire sur la base des prix affichés sur le BPU.

6-2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais de personnel et les frais afférents aux matériels et produits utilisés (hors fournitures mises à disposition listées au CCTP), ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Le titulaire est en outre réputé connaître l'ensemble des sujétions et contraintes liées notamment à la localisation du bâtiment, la configuration des locaux et leurs superficies.

Les prix sont réputés comprendre également toutes les dépenses résultant d'achat d'équipements et de matériels de protection (masques, gel hydroalcoolique, gants, ...) pour chaque personnel intervenant dans les locaux et bâtiments de l'Université.

6-3. Variation des prix

Les prix du présent marché sont fermes la première année et révisables ensuite chaque année à la date anniversaire de la notification du marché, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres soit juillet 2025.

Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

$$P(n) = P(o) [010766785(n) / 010766785(o)]$$

Dans laquelle

- P(n) est le prix révisé sur la base du dernier indice connu à la date de révision (date anniversaire de la notification)
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.

L'index utilisé est le suivant :

« 010766785 : nettoyage courant, marché public »

L'index est publié sur le site du Moniteur des Travaux Publics ou de l'INSEE.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

La révision sera effectuée sur chaque facturation mensuelle et sera opérée sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Au cas où un index devait disparaître, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable. Au cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée après accord de chacune d'entre elles.

Lors de la révision des prix, une note indiquant les indices pris en références, ainsi que le détail des calculs, sera jointe à la première facture.

Clause de sauvegarde : par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS du 30 mars 2021, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 5,00% l'an. La hausse des prix, pour l'application de la clause de sauvegarde, est appréciée sur l'évolution, d'une année à l'autre, de la moyenne des prix annuels au m² de l'ensemble des bâtiments concernés par la partie forfaitaire au marché.

ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

7-1. Modalité de paiement

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues au titulaire seront réglées :

- à terme échu, sur présentation d'une facture mensuelle par site pour les prestations forfaitaires du marché,
- sur présentation d'une facture pour les prestations complémentaires exécutées sur bons de commande.

Les sommes dues au titulaire seront réglées dans un délai global de paiement de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture.

7.1.1 - Présentation des demandes de paiement

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et au décret 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les fournisseurs doivent déposer leurs factures directement sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> prévu à cet effet.

Les factures doivent être identifiées et déposées par site selon la nature du marché.

Outre les mentions légales, les indications suivantes doivent figurer sur la facture :

- Le nom et adresse du créancier
- Un numéro de compte bancaire ou postal,
- Le numéro et la date du marché, le numéro du bon de commande
- Le lieu d'exécution de la prestation
- La nature des prestations exécutées
- La date de la facture
- Le montant total (en Euros HT)
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total des prestations exécutées (en Euros TTC)

7.1.2 - Présentation des demandes de paiement - En cas de cotraitance

En cas de cotraitance : la signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement à lui payer directement.

Le titulaire doit déposer ses demandes de paiement sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les renseignements à fournir dans le portail seront communiqués par l'Université de Haute-Alsace.

En cas de dépassement du délai contractuel de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

En outre, le retard de paiement donne lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

7.1.3 -Avance

Sauf renoncement du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée selon les dispositions des articles R. 2191-15 et R.2191-16 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant initial toutes taxes comprises.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC du marché. Le remboursement complet de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché public.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande à hauteur du montant de l'avance. Cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

7-2. Pénalités

Les pénalités ci-après sont cumulables et, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'en est jamais exonéré, quel qu'en soit leur montant total pour l'ensemble du marché.

7.2.1 - Pénalités pour retard d'exécution

7.2.1.1 Pénalité pour non-respect du volume horaire pour les prestations comprises dans le forfait et réfaction

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'établissement se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, des pénalités pour non-respect des engagements du prestataire concernant les volumes horaires moyens mensuels d'intervention de ses personnels pour les prestations comprises dans le forfait. Ces pénalités seront basées sur l'outil de contrôle de présence effective des agents.

Cette pénalité correspond au montant du volume d'heures non effectué qui pourra être majoré de 15%.

Pour l'application de cette pénalité, l'établissement tient compte des fermetures obligatoires des sites concernés (fermetures annuelles...)

Les pénalités de retard s'appliquent à tout type de prestations.

7.2.2 - Pénalités pour inexécution ou mauvaise exécution des prestations forfaitaires

En cas de manquement ou défaut dans la qualité d'exécution des prestations forfaitaires, le titulaire encourt, en sus de la réfaction de prix prévue au présent CCAP, une pénalité pour inexécution ou mauvaise exécution des prestations.

Cette pénalité est applicable, sans mise en demeure préalable, pour chaque réfaction appliquée à partir de la 3ème afférente à un même bâtiment et sur une même période annuelle de marché.

Cette pénalité forfaitaire est fixée à 200 € HT par réfaction.

Sur une même année civile, seules les deux premières refactions appliquées à un même bâtiment ne seront donc pas pénalisées.

Un défaut dans la qualité équivalent à une mauvaise exécution correspond à un indice compris entre 80 et 50 % conformément à la grille d'évaluation de la propreté. Dans cette situation, la pénalité forfaitaire est fixée à 100 € HT par réfaction.

Le manquement dans la qualité équivalent à une inexécution correspond à un indice de qualité inférieur à 50 % conformément à la grille d'évaluation de la propreté. Dans cette situation, la pénalité forfaitaire est fixée à 200 € HT par réfaction.

7.2.3 - Pénalités pour inexécution ou mauvaise exécution des prestations à bons de commande

En cas d'inexécution ou mauvaise exécution des prestations à bons de commande, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire égale à 200 € HT par manquement ou défaut constaté.

Cette pénalité est applicable en sus de la réfaction de prix prévue au présent CCAP ou quand bien même, suite à l'ajournement ou le rejet total/partiel des prestations, le titulaire serait tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

7.2.4 - Pénalités pour absence aux réunions et contrôles contradictoires

Conformément à l'article 5-1 du présent CCAP, la présence du titulaire aux réunions et contrôles contradictoires des prestations, organisés dans le cadre du présent marché est obligatoire.

Aussi, en cas d'absence, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 200€ HT par absence constatée.

7.2.5 - Pénalité pour défaut de respect des consignes liées à l'exécution des prestations ou à la sécurité.

L'établissement se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, des pénalités pour défaut de respect des consignes liées à l'exécution des prestations ou à la sécurité.

Exemples non exhaustifs : non-respect du code couleur des lavettes, perte de clefs, non fermeture des vannes d'alimentation en eau des centrales d'eau ozonée, produits alimentaires sur les chariots, mauvaise utilisation de matériels spécifiques, ...

Cette pénalité est de 100 € HT par constat.

7.2.6 - Pénalités pour non-respect des obligations du Code du Travail relatives à la lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011, une pénalité peut être appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail.

Le montant de cette pénalité est égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

Autres pénalités :

- Pénalité pour non-respect des obligations d'insertion par l'activité économique : 60€ TTC par heure non réalisée.
- En cas de défaut caractérisé de transmission des informations à la facilitatrice dans les conditions définies à l'article 3.6.5 du présent CCAP : le Titulaire subira une pénalité de 100 € TTC par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 8. AUTRES DISPOSITIONS

Les prestations non prévues au bordereau des prix unitaires (prestations complémentaires) seront réglées après établissement, d'un commun accord entre les deux parties préalablement à la réalisation des prestations, d'un bordereau des prix unitaires complémentaire, sous réserve des dispositions des articles L. 2194-1 et L. 2194-2 du Code de la Commande Publique. Les prix mentionnés dans ce bordereau complémentaire seront fermes et non actualisables

ARTICLE 9. RESILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 10. CESSION - NANTISSEMENT

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-46 et suivants du Code de la Commande Publique est l'ordonnateur principal de l'Université de Haute-Alsace.

ARTICLE 11. COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent comptable de l'Université de Haute-Alsace.

ARTICLE 12. DISPOSITION D'ORDRE GENERAL

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion du marché seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg

Coordonnées : Tribunal Administratif de Strasbourg, 67000 STRASBOURG.

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr. Tél. 03 88 21 23 23. Fax 03 88 36 44 66

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, toutes les dispositions du CCAG-FCS non contredites par les stipulations du présent CCAP demeurent pleinement applicables.